

# ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

## Commerce des vivres frais et secs : reprise effective des activités, mais...

**C'EST** du moins le constat à l'issue de la visite que nous avons effectuée dans plusieurs marchés de Libreville. La pénurie des vivres frais et secs observée à la suite de la suspension de leurs activités par les commerçants grossistes, pour protester contre le coût élevé des taxes douanières et la parafiscalité dont ils sont victimes sur la route, a connu un léger mieux. Cependant, cette embellie pourrait n'être que de courte durée, en raison de la nouvelle menace brandie par les revendeurs.

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU  
Libreville/Gabon

**R**ÉGIMES de banane plantain, sacs de taro, oignons, tomate, patate, paquets de manioc et bien d'autres produits alimentaires à l'import inondent à nouveau plusieurs marchés de Libreville. Du marché banane du PK8, à celui du B2, de grandes quantités sont observées. Visiblement, ces espaces commerciaux sont à nouveau ravitaillés.

"Nous avons repris nos activités depuis plus de deux semaines déjà", renseigne dame Ndedi Oumarou, présidente de l'association des commerçants du marché banane du B2. Cette reprise des commerçants grossistes des vivres frais et secs, en provenance du Cameroun, intervient après la période trouble consécutive à l'arrêt de leurs activités, du 24 janvier au 6 février dernier.

En effet, ces opérateurs avaient exprimé leur ras-le-bol contre le coût élevé des taxes douanières et la parafiscalité résultant de la multiplicité de postes de contrôle sur le chemin du retour à Libreville. "Nous sommes

ici pour contester les taxes de la route. Ces taxes proviennent de la douane, des forces de l'ordre et de défense, des phytosanitaires, des conseils départementaux et municipaux des localités que nous traversons. D'Eborou jusqu'à Libreville, nous sommes sérieusement embêtés. Plus de 26 postes de contrôle", avait pesté Pierrette Becka, vice-présidente des femmes commerçantes du marché banane PK8, lors de l'assemblée générale du 24 janvier 2020, à leur siège de Petit-Paris.

Le gouvernement, saisi de la situation, avait alors entamé une série de négociations avec le groupe des commerçants. Un certain nombre de mesures de souplesse avaient été donc garanties. Lesquelles ont conduit à la reprise des activités par les commerçants : "Je peux vous assurer, au vu des avancées significatives enregis-

Mais plus de deux semaines après ce chapelet de bonnes intentions, le constat est que rien n'a changé sur le terrain.



Des stocks de banane en provenance d'Eborou.

trées dans nos négociations avec les autorités gouvernementales, dont le ministre de l'Agriculture, que dès la semaine prochaine, tous les marchés seront ravitaillés", avait alors indiqué Nestor Menie Me Ngomo, coordonnateur général de l'association des commerçants grossistes du Gabon.

De même, au niveau de la province du Woleu-Ntem, que ces grossistes traversent pour acheminer leurs produits vers d'autres localités du Gabon, le gouverneur Joël Ogouma avait annoncé également des mesures de souplesse pour décanter la situation, et donc mettre un terme au calvaire des fournisseurs de vivres. C'était à la faveur de la réunion qu'il a tenue avec les responsables des administrations locales concernées par ce problème. Entre autres mesures prises, figuraient, la "réduction des

taxes et du nombre des postes de contrôles des forces de défense et de sécurité sur l'ensemble de la province du Woleu-Ntem, concentration de tous les services concernés par l'activité des commerçants à la frontière, pour qu'une fois les taxes y relatives payées, aucune autre ne soit payée ailleurs, plus de surcharge, plus de prélèvement sur les visas et cartes de séjour des transporteurs expatriés", a précisé Nestor Menie Me Ngomo. Mais plus de deux semaines après ce chapelet de bonnes intentions, le constat est que rien n'a changé sur le terrain. "En reprenant nos activités, nous pensions que les choses allaient changer. Mais l'asphyxie continue. Les postes de contrôle de mangelille n'ont pas diminué. Les commerçantes qui sont arrivées ce matin (lundi, ndlr), en provenance d'Eborou, ont payé

comme d'habitude sur la route, sans qu'on ne leur remette ne fût-ce qu'un reçu. Apparemment, les choses n'ont pas changé", nous a confié lundi dernier, Pierrette Becka.

"La semaine dernière, les camions qui transportaient la marchandise d'un bon nombre de commerçantes ont été arraisonnés au niveau de l'Oclad de Ntoum, de 24 heures à 5 heures du matin, au prétexte que chaque commerçant devait obligatoirement payer 20 000 francs pour espérer passer".

À la suite de cette duplicité, ces revendeurs ont organisé lundi dernier une réunion d'urgence au marché banane du PK 8. L'éventualité d'une nouvelle suspension de leurs activités a alors été avancée "si, dans une semaine, rien n'est fait de la part du gouvernement", ont-ils prévenu.

Photo : BOTOUNOU

Photo : BOTOUNOU



Photo: BOTOUNOUJ L'Union

## Les camions restés longtemps garés font périr la marchandise



**Des régimes de banane en état de dégradation.**

CNB  
Libreville/Gabon

"Le chemin est long et parsemé d'embûches, alors que nous transportons des produits périssables. Mais au niveau des postes, surtout à la douane, nos camions sont bloqués pendant plus de 5 heures, voire une journée. Si vous ne payez pas ce qu'ils demandent, vous restez là. Les douaniers disent n'avoir jamais reçu une notification de leur hiérarchie pour revoir leurs taxes à la baisse", explique Célestine, commerçante au marché du PK 8. Toutes ces contraintes constituent une autre paire de manches

à laquelle sont confrontés les commerçants, entre le Cameroun et le Gabon. Conséquence : les produits alimentaires qu'ils transportent périssent en chemin. Cela constitue "une double perte pour nous. Regardez vous-mêmes autant de régimes de banane, de tas de tomate, de piment gaspillés,... Qui peut payer ça ? Autant pour la banane, nous avons quelques restaurateurs qui viennent en acheter pour faire des beignets à leurs clients, mais une bonne partie va à la poubelle, et cela ne fait pas l'affaire. Ajouté à cela ce que nous dépensons dans les postes de contrôle, au moins 500 000 francs par commerçant", se plaint un transporteur.

## C'est encore le statu quo



E. NDONG-ASSEKO  
Libreville/Gabon

"C'EST du pareil au même", lâche Albertine Essono, une commerçante qui vient de rallier Libreville avec son camion de marchandises depuis Abang-Minko'o (Cameroun). En s'y rendant, elle pensait vivre un changement par rapport à la kyrielle de barrières de police, de douane, des agents du commerce, de l'agriculture... auxquelles les commerçants font face et qui sont à l'origine de leur dernier mouvement d'humeur. Faisant foi aux conclusions de la réunion présidée par le gouverneur du Woleu-Ntem ayant annoncé la suppression des ... 33 postes de contrôle qui jonchent

leur parcours dans cette seule province et plombent leur activité, elle a fini par déchanter : "Rien n'a changé. C'est du pareil au même...". Cette désillusion est effarante pour les commerçants, qui avaient commencé à mettre un peu d'eau dans leur vin en voyant le carcan de contrôles se desserrer. Pourtant, que d'assurances n'ont-ils pas obtenues des pouvoirs publics, notamment des départements responsables de cette surenchère fiscale ? En effet, plusieurs réunions ont été tenues prenant en compte les préoccupations légitimes des commerçants, qui n'ont eu de cesse de tirer la sonnette d'alarme quant aux difficultés qu'ils rencontrent sur la voie en direction de Libreville. Un véritable parcours du combattant - d'aucuns

parlent d'une cinquantaine de postes de contrôle dont 33 pour le seul Woleu-Ntem -, les frais à payer allant parfois jusqu'à ... 500 000 francs! En se rendant au Cameroun comme d'habitude pour se ravitailler, Mme Essono (comme les autres) voulait voir si quelque chose a changé. Que nenni! On croirait à une sorte de duplicité des pouvoirs publics. Entre les déclarations de bonnes intentions en leur faveur et la mise en pratique de ces promesses, il y a un fossé que les commerçants ont décidé de regarder sans fléchir. En même temps qu'ils observent la perception que les pouvoirs publics ont d'un problème qui avait sérieusement affecté les marchés locaux de vivres de grande consommation, il n'y a pas longtemps.